Affaire C-174/00

Kennemer Golf & Country Club contre Staatssecretaris van Financiën

(demande de décision préjudicielle,
formée par le Hoge Raad der Nederlanden)

«Sixième directive TVA — Article 13, A, paragraphe 1, sous m) —
Opérations exonérées — Prestations liées à la pratique du sport —
Organisme sans but lucratif»

Conclusions de l'avocat général M. F. G. Jacobs, présentées le 13 décembre 2001	I-3296
Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 21 mars 2002	I-3312

Sommaire de l'arrêt

1. *Dispositions fiscales — Harmonisation des législations — Taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Exonérations prévues par la sixième directive — Exonération de certaines prestations de services ayant un*

lien étroit avec la pratique du sport ou de l'éducation physique, fournies par des organismes sans but lucratif aux personnes pratiquant lesdites activités — Organismes sans but lucratif — Notion — Condition facultative prévoyant l'interdiction d'avoir pour but la recherche systématique du profit — Portée

[Directive du Conseil 77/388, art. 13, A, § 1, m), et § 2, a), premier tiret]

2. *Dispositions fiscales — Harmonisation des législations — Taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée — Prestations de services à titre onéreux — Notion — Mise à disposition d'installations sportives moyennant paiement d'une cotisation annuelle forfaitaire — Inclusion*
(Directive du Conseil 77/388, art. 2, point 1)

1. L'article 13, A, paragraphe 1, sous m), de la sixième directive 77/388 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires doit être interprété en ce sens que la qualification d'un organisme comme étant «sans but lucratif» doit être effectuée en prenant en considération l'ensemble de ses activités, y compris celles qu'il fournit en complément des services visés par cette disposition.

question ne doivent pas avoir pour but la recherche systématique du profit, doit être interprétée de la même manière.

(voir points 21-22, 28, 35, disp. 1-2)

Ladite qualification peut avoir lieu même si cet organisme cherche systématiquement à générer des excédents, aussi longtemps que ces bénéfices ne sont pas distribués à titre de profit à ses membres, mais sont affectés à l'exécution de ses prestations. La première partie de la condition facultative figurant à l'article 13, A, paragraphe 2, sous a), premier tiret, de la directive, qui prévoit que les organismes en

2. L'article 2, point 1, de la sixième directive 77/388 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, en vertu duquel sont soumises à la taxe les prestations de services effectuées «à titre onéreux», doit être interprété en ce sens que les cotisations annuelles forfaitaires des membres d'une association sportive sont susceptibles de constituer la contrepartie des prestations de services fournies par celle-ci, alors même que les membres qui n'utilisent pas ou pas régulièrement les installations de l'association sont néanmoins tenus de verser leur cotisa-

KENNEMER GOLF

tion annuelle. Il existe en effet un lien direct entre les cotisations des membres et les prestations fournies par l'association, dès lors que ces prestations consistent à mettre à disposition des membres, de manière permanente, des installations sportives ainsi que des avantages y afférents et non pas à

fournir des prestations ponctuelles à leur demande.

(voir points 40, 42, disp. 3)